



Extract of Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Aventures-immobilières-de-la-Société-Radio-Canada-La-Fédération-nationale-e-des>

Aventures immobilières de la Société Radio-Canada - La Fédération nationale des communications (FNC-CSN) veut de la transparence

Publication date: jeudi 24 novembre 2016

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 24 sept. 2016 - La Fédération nationale des communications partage les inquiétudes du Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC-CSN) représentant plus de 3000 salarié-es du diffuseur public. Celui-ci déplore que tout le processus de la vente de la Maison de Radio-Canada ait manqué de transparence depuis le début, ce qui entretient un climat de suspicion.

Pour la FNC-CSN, les plans des nouveaux locaux consacrent l'orientation de la haute direction à l'effet de ne plus produire d'émission à l'interne, mises à part les affaires publiques et l'information.

« Nous devrions nous réjouir, aujourd'hui, car, effectivement, le projet de nouvelle maison est beau et moderne, souligne la présidente de la Fédération nationale des communications (FNC-CSN), Pascale St-Onge. Toutefois, le manque de transparence de la direction dans tout le processus nous empêche de célébrer, car de trop nombreuses questions demeurent sans réponse. En outre, c'est la fin de toute une époque au cours de laquelle l'expertise et le professionnalisme des artisans de Radio-Canada lui ont permis de produire des pièces d'anthologie de notre répertoire culturel québécois et canadien. »

La FNC-CSN appuie la demande du SCRC-CSN à l'effet de suspendre le processus de vente de la Maison de Radio-Canada le temps d'en éclaircir les nombreuses zones d'ombre. La FNC-CSN est notamment préoccupée par le recours à la formule de partenariat public-privé dont quelques exemples récents comme l'autoroute 25, le CUSM, le CHUM permettent de penser que les citoyennes et les citoyens ne sont pas du tout à l'abri de mauvaises surprises.

« Nous croyons fermement qu'Ottawa doit se pencher sérieusement sur ce dossier. L'avenir du radiodiffuseur public de même que la bonne gestion des finances publiques doivent être au coeur de la réflexion du gouvernement à l'égard d'une décision prise d'abord et avant tout à cause du parti-pris idéologique de l'ancien gouvernement conservateur » de conclure la présidente de la FNC-CSN.